Assemblée continentale européenne de juin 2001 organisée à l'initiative de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Texte de cadrage de la thématique " Monde rural européen et durabilité "

Document initial de lancement de débat du forum électronique européen

Auteurs du texte : Matthieu Calame et Philippe Cacciabue

Date de rédaction : septembre 2000

Responsable de la thématique : Philippe Cacciabue

Contexte

Cette thématique, "Monde rural européen et durabilité", se nourrit d'une dynamique collective impulsée il y a un an : "Barcelone 99 : Quelles campagnes ? Quelle alimentation ? Quelles agricultures pour l'Europe ? ".

De grands axes de travail structurant le mouvement de réflexion actuel ont été dégagés à l'occasion de l'importante réunion d'étape du processus qui a eu lieu à Valencia en mai 1999.

C'est l'ensemble des travaux issus de ce processus qui servira de base de travail à ce forum électronique qui permettra de poursuivre et d'enrichir les échanges et débats déjà initiés et de finaliser des propositions de changement.

Préambule

La plupart des politiques européennes, telle que la Politique Agricole Commune qui absorbe à elle seule la moitié du budget de l'Europe, ont été conçues il y a quarante ans. Mais la société européenne a changé, les besoins et les enjeux ne sont plus les mêmes : vieillissement de la population, urbanisation croissante, diminution du temps de travail et augmentation de la place des loisirs, développement durable, transformation du monde du travail, maintien de la diversité des cultures....

Ces évolutions ont des répercussions concrètes sur l'avenir du territoire, sur l'usage des campagnes européennes, sur leurs fonctions sociales, sur le partage des moyens qui y sont affectés, sur les liens entre villes et campagnes. Le décalage entre les défis d'une Europe riche, vieillissante et urbaine et les politiques actuelles n'est plus supportable. Il est urgent de poursuivre et de développer des débats citoyens, locaux et européens sur des nouvelles

propositions de politiques européennes pour le monde rural, l'alimentation, l'agriculture.

1. Constats

Une civilisation urbaine, mais attachée à sa ruralité...

L'Europe occidentale présente une situation à plusieurs égards paradoxale. Bien qu'étant l'une des zones les plus urbanisées du monde, elle s'appuie sur une histoire rurale riche et encore vivante, et reste très attachée à ce patrimoine culturel. Forêts, campagnes, villes moyennes, hameaux témoignent tous à leur manière du long compagnonnage et de la longue dépendance entre une civilisation et le bout de terre sur laquelle elle a trouvé ses racines et ses premières ressources.

...riche, mais confrontée à des ressources limitées...

Bien sûr l'Europe occidentale est ouverte, et son économie n'est plus depuis longtemps une économie rurale (depuis plusieurs siècles, pour certaines régions comme la Vénétie, la Hollande, et le sud-est de l'Angleterre par exemple). L'Europe occidentale est une des zones les plus riches du globe, qui échange avec le monde entier. Mais elle est aussi confrontée à la question de la durabilité de son modèle de développement, question qui prend la forme de défis bien concrets : gestion des déchets, gestion des ressources, perte de biodiversité, pollution de l'air, de l'eau, érosion des sols. Parce qu'elle est riche, parce qu'elle est dense et petite, parce que son espace et ses ressources sont incroyablement limitées¹ par rapport à sa population et à ses besoins, elle ne peut éluder la question de son avenir, de son développement, de sa capacité à maintenir son territoire dans un état acceptable.

...qui s'interroge sur la gestion de son territoire rural.

Par nécessité, l'Europe des villes rejoint l'Europe rurale pour s'interroger sur l'avenir de son territoire que ce soit comme patrimoine culturel, comme espace de production, comme espace de vie, d'éducation et de préservation. Elle s'interroge sur cet avenir dans un climat marqué par :

- 0* Des peurs alimentaires, caractérisées par un fossé croissant entre les populations et leurs sources d'alimentation, les scandales alimentaires, les dérapages des industries agro-alimentaires...
- 1* Le vieillissement de la population,

¹ L'Europe géographique compte 10,4 millions de km² pour 720 millions d'habitants. Si l'on met de côté les pays de l'ancienne Union soviétique les chiffres tombent à moins de 5 millions de Km² pour 500 millions d'habitants. avec une densité moyenne de 100 habitants au kilomètre carré.

Encore ce chiffre n'est-il qu'une moyenne car de grandes étendues restent peu hospitalières et donc peu peuplées, un pays comme la Suède avec 500.000 km², le dixième de l'Europe, compte moins de 9 millions d'habitants soit moins de 2 % de la population européenne, avec une densité de 18 habitants au km². A l'inverse certaines régions sont parmi les plus denses du monde, les Pays-Bas comptent 34.000 km², moins de 0,7 % du territoire pour 15 millions d'habitants soit 3 % de la population avec une densité de 440 habitants au km²! Par comparaison, la densité des Etats-Unis d'Amérique est de 25 habitants par km².

- 2* La place du travail qui n'est plus l'unique facteur d'intégration et d'identité sociale, et l'importance grandissante du "temps libre" qui en découle,
- 3* Des villes qui se remplissent, avec des citadins, surtout les moins aisés, qui y souffrent de promiscuité et d'inactivité, et qui s'étendent aux prix de déplacements coûteux et polluants,
- 4* Une dérive de l'agriculture productiviste, qui demande toujours plus d'engrais, de rendement, de pesticides, d'artifices et de financement, et qui continue de se développer au détriment de nos ressources naturelles fondamentales,
- 5* Des négociations internationales âpres que ce soit
 - 6* dans le cadre de son unification, car ne l'oublions pas, il existe bel et bien deux Europe qui ont un long chemin à faire pour se retrouver,
 - 7* ou de négociations commerciales dans lesquels la question alimentaire et agricole joue un rôle déterminant, et dans un contexte d'échanges internationaux où l'Europe occidentale a conscience de sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, que ce soit en matière d'énergie, de matières premières agricoles, de traitements des déchets.

Bien gérer son territoire pour les Européens ce n'est donc pas seulement s'intéresser à leur jardin, c'est aussi comprendre ce qui en sort et ce qui y entre, ce qu'en pensent leurs voisins, ce qu'en pensent leurs enfants ou leurs grands-parents.

Des enjeux qui dépassent son territoire

Enfin il est clair que l'orientation future de l'Europe occidentale puis de l'Europe unifiée, les choix qu'elle sera amenée à défendre sur la scène internationale et les principes qu'elle élaborera pour fonder et justifier son action ont une valeur toute particulière dans le monde actuel. Car compte tenu de son poids économique et écologique, de son prestige culturel peut-être pas toujours mérité mais néanmoins bien réel, la position de l'Europe occidentale sera observée avec attention. Elle est donc face à une responsabilité historique d'ampleur mondiale. Choisira-t-elle donc :

- 8* de préserver son espace rural comme 'des jardinets d'agrément, les enjolivements de l'opulence' ?
- 9* ou d'appliquer à son échelle et dans son contexte les principes, les droits et devoirs valables et reconnus pour tous en vue d'un développement plus durable ?

2. Pistes de réflexions et de recherches

Le groupe thématique "Monde rural européen et durabilité" a dégagé, lors de son importante réunion d'étape à Valencia en mai 1999, les cinq axes de travail suivants sur lesquels nous vous invitons à débattre :

- 0* les nouveaux contrats entre agriculture et société
- 1* l'alimentation, la qualité, la santé
- 2* les systèmes de production durable
- 3* l'Europe et le reste du monde
- 4* citoyenneté, pouvoir et démocratie

Nous avons choisi de conserver ces axes de travail parce qu'ils sont le fruit d'un travail collectif et parce qu'il couvrent assez bien l'ensemble des questions qu'il faut aborder pour parvenir à élaborer des propositions pour un usage et une gestion responsables et durables des territoires ruraux.

2.1 - Les nouveaux contrats entre agriculture et société,

Réduire l'espace rural à l'agriculture serait absurde, mais ne pas reconnaître le rôle éminent de l'agriculture dans sa gestion et son orientation au moins dans le passé serait contre-productif. L'agriculture dominée pendant 40 ans par le modèle de l'agriculture moderne industrielle est en plein désarroi : jadis perçue comme une activité nourricière essentielle, ménagère du territoire, gage d'indépendance, de sécurité, de paix, la voilà désignée comme une activité polluante, coûteuse, inefficace voire dangereuse. S'il était jadis inconcevable de s'interroger sur la place de l'agriculture en Europe tant cette place semblait évidente, tel n'est plus le cas aujourd'hui. Quelles fonctions remplit au juste l'agriculture dans l'Europe d'aujourd'hui? Quelle place doit-elle occuper? Quelle organisation doit être la sienne? Par quels mécanismes et selon quel modèle social doit-elle être orientée, négociée, gérée?

10* l'agriculture et les autres fonctions du territoire,

11*organisation sociale de l'activité agricole, sociétaire, familiale?

12* légitimité et modalité des aides à l'agriculture

13* rôle stratégique de l'agriculture ?

14* fonction culturelle de l'agriculture?

15* coût de l'agriculture ?

2.2 - L'alimentation, la qualité, la santé

Est-il besoin de faire un commentaire? Vache folle, poulet à la dioxine, pollution de l'eau, peste porcine côtoient les vins et fromages de qualité, les produits biologiques et les alicaments (les aliments médicaments). On mange d'abord pour vivre, pour être en bonne santé, par tradition également. Aussi, en arriver sous couvert de modernité, de rationalité et d'efficacité à la production d'aliments de qualité nutritive médiocre voire dangereux pour la santé est proprement stupéfiant. Le 'progrès' peut-il masquer une régression?

Si l'alimentation n'est pas le seul élément qui participe à une vie équilibrée – on peut citer dans l'ordre d'importance : l'insertion sociale, l'hygiène, la pénibilité du travail, le cadre de vie, les rapports sociaux, la médecine...- son rôle symbolique est essentiel : avoir peur en mangeant son steak, c'est un retour aux temps le plus primitifs. Le débat sur l'alimentation est donc un débat de fond inséparable d'un débat sur la santé, sur le mode de vie.

Dans un autre registre, celui de la quantité, se profile un autre débat plus géopolitique à l'échelle du globe sur " qui doit nourrir qui ? " et sur les modes d'alimentation les plus propices au respect de l'environnement. En effet si l'Europe est exportatrice de céréales, elle importe, pour les produire, du pétrole et elle pollue son eau. Pour faire vite, elle prétend nourrir l'Egypte avec le blé produit grâce au pétrole d'Arabie saoudite extrait par une main d'œuvre philippine et des cadres palestiniens, et elle pollue pour cela son eau.

- Comment intégrer la gestion des aliments à une politique de la santé essentiellement préventive ?
- Comment harmoniser politique agroalimentaire et politique de la santé ?
- Quels principes pour fonder une politique alimentaire saine ?
- L'Europe doit-elle se nourrir ?

2.3 - Les systèmes de production durable

Bien que l'espace rural paraisse en apparence moins pollué que la ville, cela n'est pas toujours vrai : l'air et l'eau réservent des surprises ! En fait comme c'est souvent le cas lorsque les entreprises sont petites et bénéficient de plus d'espace la gestion des ressources naturelles ou des rejets polluants laissent bien souvent à désirer. Pourtant le souci grandissant de préserver le caractère naturel des espaces ruraux tend à accroître la contrainte pesant sur les activités économiques qui s'y développent qu'elles aient un lien direct avec les ressources naturelles (comme la sylviculture, le travail du bois, le tourisme, une partie de l'agriculture et de l'agroalimentaire) ou qu'elles n'en aient pas (petites entreprises industrielles ou artisanales, agriculture hors-sol, voies de communication). Mais qui dit contrainte dit surcoût au moins à court terme et qui dit surcoût dit perte de compétitivité. Pour maintenir une activité économique qui préserve les ressources naturelles il faut s'en donner les moyens, qu'ils soient économiques ou réglementaires, puis les faire accepter par ses voisins et partenaires commerciaux !

- Sur quelles bases communes fonder une politique de développement durable des territoires ruraux ?
- Quelles ressources doivent être préservées en priorité et pourquoi ?
- Quels principes doivent guider la mise en œuvre de ces politiques ?
- Quels moyens doivent être mobilisés ?

2.4 - L'Europe et le reste du monde

Le continent qui a le plus agi dans les deux derniers siècles pour abolir les frontières entre régions du monde, de manière parfois brutale peut difficilement ignorer les interdépendances qu'il a tissées. Toute décision interne a pour ainsi dire un impact externe. Comme généralement l'Europe est en position de force face à des régions plus faibles, elle peut bien sûr feindre de l'ignorer, mais cela ne serait ni sage ni prudent pour l'avenir. L'avenir du territoire européen est une occasion pour jeter collectivement quelques principes concrets qui s'inscrivent notamment dans les suites de Rio et dans le souci de construire un troisième pilier à l'ordre international. L'Europe est d'ailleurs confrontée quotidiennement en son sein même à l'hétérogénéité des situations : du nord au sud et de l'est à l'ouest des cultures et des logiques et des intérêts différents prévalent qu'il faudra bien concilier ! Du reste de par sa pauvreté en matières premières l'Europe est de facto un acteur prépondérant des échanges mondiaux.

- Quelles règles viendront corriger les principes du libre-échange ?
- Autour de quels principes et dans quel esprit l'Europe va-t-elle s'unifier ?
- Comment s'établit le dialogue interculturel ?
- Faut-il réduire les interdépendances ?

2.5 - Citoyenneté, pouvoir et démocratie

En Europe tout au moins l'époque des grands schémas d'aménagement comme celle des politiques agricoles négociées en de petits cénacles est révolue. Communes, associations ad hoc ne craignent plus de contester ouvertement, voire de contester devant les tribunaux telle ou telle décision ou telle ou telle action. Nous sommes bien souvent dans une situation de contestation a posteriori qui manifeste la volonté des citoyens d'être acteurs mais qui donne l'impression d'un blocage et d'une judiciarisation de la société. Cette situation est la conséquence de la faiblesse des procédures de consultation en amont. Sauf à multiplier les échecs et les blocages, la gestion du territoire rural, au même titre que de nombreuses questions sociales nécessite désormais de développer des procédures de concertation, de consultation et de négociation en amont des décisions. C'est le défi majeur qui se pose au régime de démocratie représentative qui prévaut actuellement en Europe.

- Comment harmoniser les dynamiques territoriales de l'échelle de la commune à l'échelle de l'Europe ?
- Comment se constitue le bien public ? Quand est-il invoqué pour imposer à un individu ou une collectivité une décision qu'il/elle refuse ?
- Comment concilier l'unité économique et politique de l'Europe et la diversité naturelle de ses territoires ainsi que la diversité culturelle de ses populations?
- Selon quels principes impulser des dynamiques collectives prenant en considération les situations spécifiques des collectivités ?